

REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE LA MOSELLE  
COMMUNE DE MARLY

**ARRETE DU MAIRE n°264/2023**

**portant autorisation d'organiser une course pedestre dénommée  
« LA MARLIENNE » le 12 novembre 2023 à MARLY**

**Le Maire de Marly,**

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** le code de la route ;
- VU** le code du sport, notamment l'article R331-6;
- VU** le règlement de la manifestation ;
- VU** la demande présentée le 21 septembre 2023 par La section running du Tennis Club de Marly représenté par Benjamin BIEBER en vue d'organiser le 12 novembre 2023 une course pedestre dénommée la Marlienne ;
- VU** l'engagement pris par l'organisateur de souscrire une police d'assurance conforme aux prescriptions de l'art L321-1 du code du sport, et l'attestation en date du 3 juillet 2023.

**CONSIDERANT** que la course pedestre nécessite de prendre un arrêté,

**ARRETE**

**Article 1 :** Le « Tennis Club de Marly » section running, est autorisé à organiser une course pedestre hors stade, de 10 km, intitulée «LA MARLIENNE » le dimanche 12 novembre 2023 à partir de 10 h 00 jusqu'à 13 h 00, selon le tracé (annexe 1) joint au présent arrêté.

**Article 2 :** Cette autorisation est accordée sous réserve de la stricte observation :

- des dispositions des décrets et arrêtés précités,
- des mesures suivantes :
  - 1) de la présence sur le terrain, pendant tout le déroulement de l'épreuve, de 6 secouristes de l'Ordre de Malte suivant la convention référencée DPS n°57202311001

Les chemins d'accès des ambulances et des véhicules de secours devront rester constamment dégagés.

2) que la protection des concurrents soit assurée : par la présence de signaleurs équipés de gilet de sécurité aux intersections qui devront être en possession d'une copie du présent arrêté et être identifiables par les usagers de la route au moyen d'un brassard marqué "COURSE". La signalisation utilisée est celle qui sert à régler manuellement la circulation (piquet mobile à deux faces, modèle K 10, un par signaleur). Les signaleurs devront être présents un quart d'heure au moins avant le début et un quart d'heure au plus après la fin de la course. Dans l'accomplissement de leur mission, les signaleurs sont tenus de se conformer aux instructions des membres des forces de police territorialement compétentes. Ils leur rendent compte des incidents qui peuvent survenir. Ne disposant d'aucun pouvoir de police, ils ne peuvent s'opposer au passage ou à la circulation d'un usager. Le dispositif de circulation est prévu en 3 secteurs avec fermeture et ouverture progressive suivant le déroulé de la course.

Un signaleur sera positionné à chaque intersection, encadré par la police municipale de Marly, pour le passage des points de circulation les plus importants, en particulier la traversée de la RD113a.

- 3) Les concurrents non-licenciés présenteront un certificat médical de moins d'un an attestant l'absence de non contre-indication à la pratique de la course pédestre en compétition.
- 4) L'organisateur devra disposer de talkies-walkies pour assurer les liaisons de sécurité, ainsi que d'un téléphone pour appeler les secours (appel au 112 pour les téléphones portables ou 18 pour les sapeurs-pompiers et 15 pour les urgences médicales).
- 5) L'attestation d'assurance, devra être présentée au chef du service d'ordre, sur réquisition, avant le début de la manifestation.

**Article 2bis : Mesures de sécurité dans le cadre des dispositions VIGIPIRATE (Fiche de recommandations VIGIPIRATE jointe en annexe).**

L'attention de l'organisateur est appelée sur la vigilance et la surveillance visuelle à observer.

Celle-ci peut être réalisée par des bénévoles qui, même s'ils n'ont pas le pouvoir d'effectuer des palpations ou des fouilles de sac, peuvent demander une présentation de leur contenu ou de l'intérieur d'une veste.

Tout comportement suspect ou découverte de colis ou bagage abandonné devra faire l'objet d'une alerte immédiate aux forces de l'ordre.

L'organisateur veillera à éviter la formation de files d'attente. Si celles-ci sont incontournables, des dispositifs lourds et encombrants (type blocs de béton) devront être mis en place afin de les sécuriser.

La position des accès devra être conçue de telle façon que les passages puissent être rapidement dégagés en cas d'intervention des services de secours. Ainsi, les véhicules de services ou ceux des bénévoles, à tout moment déplaçables, pourront servir de barrage.

**Article 3 :**

Cette épreuve ne bénéficie pas de l'usage privatif des voies empruntées. Les concurrents emprunteront la file de droite et ne devront pas constituer d'obstacle aux dépassements et aux croisements des véhicules ou des piétons ou des vélos empruntant l'itinéraire.

Toutes les mesures utiles pour assurer la sécurité des concurrents et des spectateurs devront être prises pendant le déroulement de l'épreuve, notamment par la mise en place au départ et à l'arrivée de barrières et de cordages susceptibles de contenir le public.

Les usagers habituels de la voie publique empruntant le parcours devront être informés, par tout moyen approprié, de l'organisation de l'épreuve. Tout marquage au sol ou sur la signalisation verticale est interdit.

**Article 4 :**

Le jet de tracts, journaux, prospectus ou produits quelconques est rigoureusement interdit. Les organisateurs poseront des corbeilles de propreté autour des sites d'accueil du public. Le nettoyage des lieux et l'enlèvement du fléchage se fera au plus tard dans les 48 heures suivant l'épreuve.

**Article 5 :**

L'organisateur sera responsable des accidents qui surviendraient aux tiers du fait de l'organisation de l'épreuve, ainsi que des dommages et dégradations de toute nature pouvant être causés par lui-même, ses préposés et les concurrents à la voie publique ou à ses dépendances, aux biens et aux lieux domaniaux.

**Article 6 :**

Les frais du service d'ordre sont à la charge des organisateurs ainsi que tous les frais nécessités par la mise en place des dispositifs destinés au maintien de l'ordre et de la sécurité.

**Article 7 :**

Nul ne pourra, pour suivre la compétition, pénétrer ni s'installer sur la propriété d'un riverain sans l'agrément formel de celui-ci. S'il est passé outre, le riverain pourra faire appel au service d'ordre pour relever par procès-verbal l'infraction et constater, le cas échéant, les dégâts commis.

**Article 8 :**

L'autorisation de l'épreuve pourra être rapportée à tout moment par le chef du service d'ordre agissant par délégation de l'autorité administrative et après consultation de l'autorité sportive compétente, s'il apparaît que les conditions de sécurité ne se trouvent



plus remplies ou que les organisateurs, malgré la mise en demeure qui leur en aurait été faite, ne respectent plus ou ne font plus respecter par les concurrents ou les spectateurs, les dispositions prévues pour la protection du public ou des concurrents.

**Article 9 :** L'inobservation de ces prescriptions, en dehors des sanctions pénales auxquelles s'exposent les contrevenants, sera de nature à entraîner le rejet d'une nouvelle demande d'autorisation formulée par l'organisateur.

**Article 10 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à dater de sa notification.

**Article 11 :** Madame La Directrice Générale des Services, les services de Police, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de la Moselle, le Directeur du SAMU57, le Maire de Marly, l'organisateur, la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à M. Le Préfet.

A Marly, le 19 octobre 2023

LE MAIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent arrêté, transmis en préfecture et affiché en mairie le 19 octobre 2023



Thierry HORY

*Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, et L. 410-1 à L. 412-8 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Strasbourg (31, avenue de la Paix - BP 51038 67070 Strasbourg Cedex - le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécour citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) ou d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.*

Ampliation à :

- M. le Préfet du département de la Moselle
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Président de Metz Métropole,
- Keolis,
- Le Met,
- SAMU,
- SDIS,
- Services Techniques de la Ville,
- Police Municipale,
- Cabinet du Maire,
- Affichage





# RECOMMANDATIONS POUR LA SÉCURISATION DES LIEUX DE RASSEMBLEMENT OUVERTS AU PUBLIC

(Fiche actualisée en date du 2 février 2018)

Cette fiche traite de la protection des lieux de rassemblement ouverts au public (événements sportifs, festivals, marchés de Noël, braderies, etc.) et doit pouvoir servir de guide pratique aux organisateurs de ce genre de manifestations. Elle doit être largement diffusée. Certains des conseils délivrés ci-dessous peuvent ne pas être applicables à tous les sites. Ils doivent donc être adaptés en fonction de la configuration des lieux et du bon sens de circonstance.

## 1 Identifier les menaces et les vulnérabilités

Il faut d'abord évaluer la sensibilité du rassemblement en lien avec les autorités locales (préfet, maire, Police Nationale, Gendarmerie Nationale) :

- ⊙ pourquoi ce rassemblement pourrait-il être ciblé par des terroristes ?
- ⊙ en quoi est-il un symbole du mode de vie occidental et des valeurs de la République ?
- ⊙ ce rassemblement a-t-il une couverture médiatique qui donnerait une forte visibilité à une action terroriste ?

Les différentes attaques possibles doivent être envisagées :

- ⊙ jet ou dépôt d'un engin explosif à l'intérieur ou en périmétrie du site ;
- ⊙ véhicule piégé en stationnement aux abords du site ;
- ⊙ véhicule-bélier ;
- ⊙ fusillade ou attaque suicide ;
- ⊙ prise d'otage ;
- ⊙ attaque à l'arme blanche.

## 2 Organiser la sécurité de l'événement

Il est primordial que les organisateurs de rassemblements se coordonnent avec le maire et le préfet, ainsi qu'avec les forces de police, de gendarmerie, les services de police municipale et d'incendie et de secours.

Par ailleurs, il peut être nécessaire de faire appel aux compétences de sociétés privées de sécurité pour renforcer la sécurité d'un tel événement.

### 2.1 - En périphérie du rassemblement

- ⊙ **choisir le lieu d'implantation de l'événement qui présentera le moins de vulnérabilités.** Il est préférable de choisir le lieu du rassemblement de manière à limiter l'accès de véhicules (ne pas s'installer au débouché d'un axe important) ;
- ⊙ **limiter ou interdire le stationnement** des véhicules aux abords immédiats du lieu du rassemblement ;
- ⊙ **mettre en place une signalétique** afin d'orienter les piétons sur le lieu de l'événement et de détourner les flux de véhicules ;
- ⊙ **cloisonner le flux des véhicules de l'espace de déambulation des piétons ;**
- ⊙ **identifier le mobilier urbain** qui pourrait servir à dissimuler de l'explosif, le faire retirer par les autorités habilitées, en réduire l'utilisation ou mettre en place des rondes de vérification ;
- ⊙ **solliciter les forces de l'ordre** ou la police municipale pour la réalisation de patrouilles, voire la mise en place de points de contrôle et de filtrage. Des agents des sociétés privées de sécurité peuvent concourir à cette mission ;
- ⊙ **identifier les points de vulnérabilité hauts** (immeubles surplombant) et les sécuriser, éventuellement par une présence humaine ;
- ⊙ si possible, mettre en place un système de vidéoprotection donnant, en priorité, sur les accès au site, en prenant en compte les dispositions du Code de la sécurité intérieure.





# RECOMMANDATIONS POUR LA SÉCURISATION DES LIEUX DE RASSEMBLEMENT OUVERTS AU PUBLIC

(Fiche actualisée en date du 2 février 2018)

## 2.2 - Sur la périmétrie du rassemblement

- ◉ **aménager des points de contrôle ou de filtrage en nombre suffisant** aux entrées du site afin de fluidifier l'entrée du public. Leur efficacité repose sur la présence d'un superviseur, de moyens de communication et de procédures claires afin de diffuser l'alerte et de faciliter l'intervention des forces de sécurité intérieure en cas d'incident ;
- ◉ **maintenir le niveau de vigilance tout au long de l'événement mais également lors du moment sensible de sa dispersion** (le 22 mai 2017 à Manchester, au Royaume-Uni, un homme a fait détoner une charge explosive qu'il portait sur lui à la sortie de la salle de spectacle *Manchester Arena*), en rappelant régulièrement des messages de sensibilisation à destination du public (via la sonorisation de l'événement par exemple – « TOUS acteurs de la sécurité ») ;
- ◉ **installer une délimitation physique du périmètre extérieur** de l'événement au moyen de barrières reliées entre elles, de blocs en béton, de véhicules du comité d'organisation comme élément de barrage, etc. ;
- ◉ organiser un ou plusieurs cheminements jusqu'au point de contrôle en installant des barrières. Séparer, dans la mesure du possible, les flux entrants et les flux sortants ;
- ◉ **aménager les issues de secours en nombre suffisant** au regard de l'importance de l'événement afin de permettre une évacuation rapide du public en cas de danger à l'intérieur de la zone ;
- ◉ **organiser et contrôler les livraisons**. Prévoir des équipements mobiles permettant de bloquer physiquement les véhicules appelés à pénétrer dans le périmètre le temps de ce contrôle ;
- ◉ apposer les affiches de sensibilisation à destination du public aux points d'entrées notamment « Réagir en cas d'attaque terroriste ».

Les véhicules-béliers constituent un mode d'action terroriste de plus en plus utilisé : attentats de Nice et de Berlin en 2016, attaque contre une patrouille de militaires à Levallois-Perret, attentats en Catalogne et attaque au camion-bélier à New-York en 2017. Pour faire face à ce mode opératoire, il est recommandé de mettre en place des moyens de circonstance permettant d'interdire l'accès au site ou de réduire la vitesse des véhicules à proximité des lieux de rassemblement. La mise en place de chicanes avec des obstacles successifs est également conseillée : plots en béton, bacs de fleurs de dimensions importantes, herbes mobiles, barrières d'arrêt ou véhicules lourds (camions). Il est indispensable de tenir compte de la distance de pénétration potentielle d'un véhicule-bélier lors de la définition du périmètre extérieur d'un rassemblement (distance de sécurité entre les dispositifs de sécurité et la foule).

## 2.3 - Au niveau des volumes intérieurs

- ◉ **désigner un responsable sûreté** qui sera l'interlocuteur unique des forces de l'ordre et des services d'incendie et de secours en cas d'intervention sur le site. Véritable coordinateur de la sûreté de l'événement, il doit connaître les bons réflexes à adopter. Il peut se rapprocher préalablement des forces de sécurité intérieure pour recueillir leurs conseils ;
- ◉ prévoir l'aménagement d'un **poste central de sûreté** au sein du site. Ce dernier doit être équipé 24H/24 par au moins un opérateur en mesure de visualiser les images du système de vidéo-protection mis en place ;
- ◉ **sécuriser la zone en période de fermeture du public** par la mise en œuvre d'un gardiennage humain ;
- ◉ **sensibiliser l'ensemble des collaborateurs au niveau de menace**, aux modes opératoires terroristes et à la détection de situations suspectes. Cette sensibilisation doit être complétée par une information sur les comportements à adopter en cas d'attaque.



51, boulevard de La Tour-Maubourg  
75700 Paris SP 07  
01 71 75 80 11  
sgdsn.gouv.fr





# SE PROTÉGER CONTRE LES ATTAQUES AU VÉHICULE BÉLIER AU VÉHICULE BÉLIER

Cette fiche réflexe présente les bonnes pratiques en matière de protection d'un événement de voie publique contre les attaques au véhicule bélier. Ce document, à vocation opérationnelle, doit pouvoir guider l'organisateur dans la préparation de ce genre de manifestation.

## 1 Identifier les menaces et les vulnérabilités

**OBJECTIF OPÉRATIONNEL :** se prémunir des attaques au véhicule bélier par un plan cohérent de circulation et d'interdiction des véhicules.

Chaque véhicule peut potentiellement présenter une menace pour la sécurité de l'événement.

Outre son utilisation en véhicule bélier, quelle que soit sa taille, il peut également transporter et contenir une charge d'explosifs non négligeable.

Le contrôle de véhicule est donc indispensable avant son accès au site de l'événement.  
Le parking véhicule doit impérativement être installé à l'extérieur du site de l'événement.

Évaluer la sensibilité du rassemblement en lien avec les autorités locales (préfet, maire, police nationale, gendarmerie nationale) :

- pourquoi ce rassemblement pourrait-il être ciblé par des terroristes ?
- en quoi est-il un symbole du mode de vie occidental et des valeurs de la République ?
- ce rassemblement a-t-il une couverture médiatique qui donnerait une forte visibilité à une action terroriste ?

Réfléchir en amont à un plan cohérent de circulation routière (Cf. Fig. 1) :

- choisir le lieu d'implantation de l'événement qui présentera le moins de vulnérabilités - s'appuyer notamment sur la configuration naturelle du terrain (cours d'eau, fossés, talus, zones boisées, etc.) ;
- identifier les points clés et / ou de vulnérabilités du réseau routier (carrefour, rond-point, axe de circulation, etc.)

- limiter ou interdire le stationnement des véhicules aux abords immédiats du lieu de rassemblement ;
- cloisonner les flux des véhicules de l'espace de déambulation des piétons ;
- à l'aide d'une signalisation récurrente et adaptée, procéder par zonage = zone parking, zone d'accès, zone piétonne, etc.

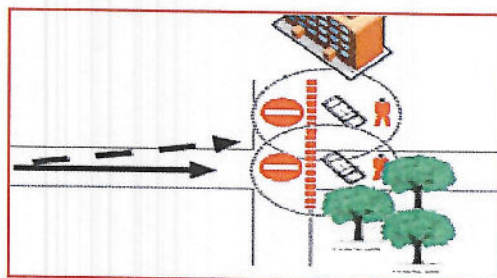


Fig. 1 : exemple de plan de circulation

## 2 Organiser la sécurité de l'événement

En lien avec les autorités locales (préfet, maire, police nationale, gendarmerie nationale) mettre en place un plan global de circulation routière, afin de fluidifier les accès – cloisonner les flux entrants / sortants, faciliter l'intervention des secours et ralentir la vitesse aux abords du lieu de l'événement.

Afin de mettre en œuvre les moyens physiques dédiés, vous aurez besoin :

- d'un **permis de stationnement** autorisant l'occupation sans emprise au sol. Attention : si le chantier impacte la circulation publique, la demande doit être complétée par une demande d'arrêt de circulation.

ET / OU

- d'une **permission de voirie** autorisant l'occupation avec emprise sur le sol et pour des travaux modifiant le domaine public.  
**Attention :** si le chantier de mise en place de ces moyens impacte la circulation publique, la demande doit être complétée par une demande d'arrêt de circulation.

ET / OU

- d'un **arrêt de circulation** si interruption ou modification de la circulation. Il est nécessaire d'en obtenir l'autorisation par un arrêté temporaire de police de circulation, préalable à la mise en place d'une signalisation spécifique.





# SE PROTÉGER CONTRE LES ATTAQUES AU VÉHICULE BÉLIER

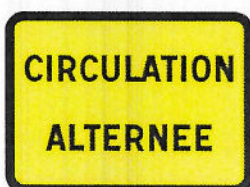
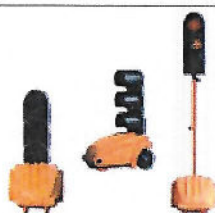
Rappel : une signalisation routière réglementaire, adaptée et suffisante, devra être mise en place



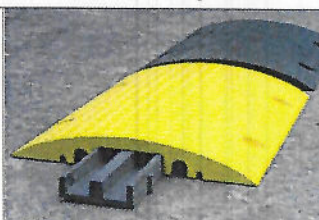
### 3

## Dispositifs de ralentissement et d'arrêt des véhicules

Un certain nombre de dispositifs anti véhicules-béliers peuvent être utilisés



Dispositifs mobiles de circulation alternée



Ralentisseurs au sol

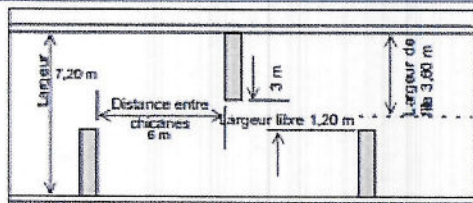
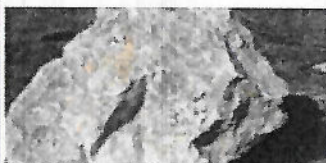
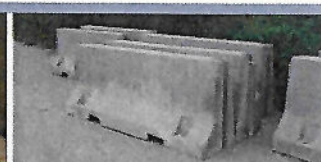


Schéma « type » et exemples d'aménagement d'un dispositif de chicanes de ralentissement



### Dispositifs d'arrêt au moyen d'un véhicule

NOTA : garder le point de contact du détenteur des clés du véhicule en mesure de le déplacer rapidement en cas d'urgence (intervention des secours)



Durcir les obstacles en les remplissant avec du béton et / ou du sable

Dispositifs d'arrêt



# Bulletin d'Alerte VIGIPIRATE Vendredi 13 octobre 2023



Secrétariat général  
de la défense  
et de la sécurité nationale

## OBJET : EVOLUTION DU CONTEXTE GEOPOLITIQUE ET ATTAQUE A CARACTERE TERRORISTE A ARRAS

La dégradation brutale de la situation au Proche-Orient laisse craindre une forme de polarisation pouvant engendrer des conséquences sur le territoire national, notamment de possibles troubles à l'ordre public et actions ciblées contre certaines communautés, leurs bâtiments et représentations symboliques. Cette situation s'est concrétisée lors de l'attaque à caractère terroriste qui s'est produite à Arras le 13/10/2023.

## 1 Contexte général

### Une menace qui s'inscrit dans une période de forte exposition

L'accueil de la coupe du monde de rugby du 08 septembre au 28 octobre 2023, crée d'importants rassemblements, et offre une résonance médiatique particulière.

Les événements qui se déroulent au Proche-Orient s'ajoutent à une situation géopolitique internationale déjà fortement dégradée.

Une attaque au couteau à caractère terroriste a eu lieu le 13 octobre 2023 dans un lycée à Arras faisant un mort et deux blessés.

## 2 Mesures de protection

Dans ce contexte, la Première ministre a décidé d'élever la posture VIGIPIRATE au niveau « Urgence attentat » sur l'ensemble du territoire et demande à s'assurer de la parfaite exécution des mesures de vigilance, prévention et protection actuellement déjà actives.

En outre,

la mesure suivante est activée :

- FRONTIERE (FRT-21-01) : renforcer la coordination des services assurant la mission de garde-frontières.

les mesures suivantes sont étendues aux établissements scolaires, aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux lieux de culte :

- BATIMENT (BAT-12-01) : restreindre voire interdire les activités aux abords des installations/bâtiments désignés ;
- BATIMENT (BAT-12-03) : renforcer la surveillance aux abords des installations des bâtiments désignés.

les mesures suivantes sont renforcées :

- BATIMENT (BAT-21-01) : contrôler les accès des personnes, des véhicules et des objets entrants ;
- RASSEMBLEMENT (RSB-12-01) : renforcer la surveillance et le contrôle.

## 3 Niveau de vigilance



## 4 Restez vigilant, formé et informé

### RESTEZ VIGILANT

- [Guide des bonnes pratiques pour la sûreté des espaces publics.](#)

### LES BONS REFLEXES

- [Les affiches de sensibilisation](#) | SGDSN
- [logogrammes-vigipirate.pdf](#)

### RESTEZ INFORME

- Sur X : [Beauvau alerte](#), [gouvernementFr](#), [Interieur\\_gouv](#)
- A l'étranger : [service Ariane](#)

FAIRE FACE ENSEMBLE

PREVENIR C'EST PROTEGER. EN CAS DE SITUATION SUSPECTE, PREVEZ LE 17.